



La Construction Sector Transparency Initiative (CoST) cherche à élever le niveau de transparence des projets de construction du secteur public et a été mise à l'essai dans le cadre d'un projet pilote dans sept pays, avec le financement du service de développement international du Royaume-Uni (voir le Bulletin d'information n° 1, *Présentation de la CoST*).

La mise en œuvre de la phase pilote de la CoST s'élève environ à 3,4 millions de livres sterling.¹ Ce budget a financé toutes les activités de la CoST dans les sept pays participant au projet pilote, ainsi que l'orientation politique du groupe consultatif international (GCI) de la CoST et l'assistance et la coordination fournies par le secrétariat international (SI). Ce bulletin d'information donne des informations sur la ventilation de ces dépenses, dans le but de façonner les futurs budgets de la CoST.



Budget global de la phase pilote de la CoST

Parmi les dépenses totales consacrées à la phase pilote de la CoST, la plus grande partie (ligne 1 - 44 pourcent) a été engagée dans les pays participant au projet pilote eux-mêmes, en utilisant les fonds transférés par le SI conformément aux plans de travail et aux budgets préapprouvés (tableau 1).

La deuxième catégorie la plus importante (ligne 4 - 37 pourcent) était consacrée au travail de la SI en matière de gestion, de coordination et d'orientation. Les frais et les

dépenses du GCI, ainsi que les dépenses liées à d'autres événements qui ont profité à plus d'un pays participant au projet pilote, représentaient 14 pourcent, et l'évaluation du projet menée par des consultants indépendants représentait 5 pourcent.

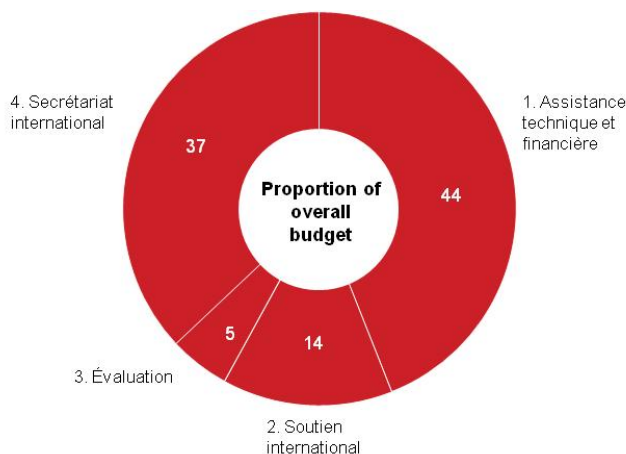
Tableau 1 : lignes budgétaires des dépenses de la CoST

Ligne budgétaire	Dépenses	Montant (£)
1. Assistance technique et financière	Frais et dépenses engagés par les sept pays participant au projet pilote pour l'expertise technique essentielle de la CoST (par ex., travail des équipes d'assurance et études préliminaires) ainsi que dans les activités quotidiennes de la CoST (par ex., charges d'exploitation, aide à la gestion et soutien administratif).	1 472 176
2. Soutien international	Dépenses associées au groupe consultatif international et au partage des connaissances ou aux activités de renforcement des capacités qui profitent à plus d'un pays.	480 386
3. Évaluation	Frais et dépenses associés au contrat indépendant et consacrés à l'étude du projet pilote.	184 664
4. Secrétariat international (SI)	Frais et dépenses associés à la fourniture du développement de l'approche de la CoST, de l'assistance technique et de l'aide à la gestion et à la gouvernance par le secrétariat international de la CoST.	1 261 787
Total		3 339 013

¹ Ce montant est inférieur au budget original alloué au programme (4,3 millions de livres sterling) et se rapporte aux dépenses réelles à compter du 31 décembre 2010.

Les chiffres présentés dans ce bulletin d'information peuvent différer de ceux mentionnés dans le rapport d'évaluation indépendant de la CoST qui ont eux-mêmes été corrigés lors de sa rédaction en automne 2010.

Figure 1 : proportion du budget global par ligne budgétaire

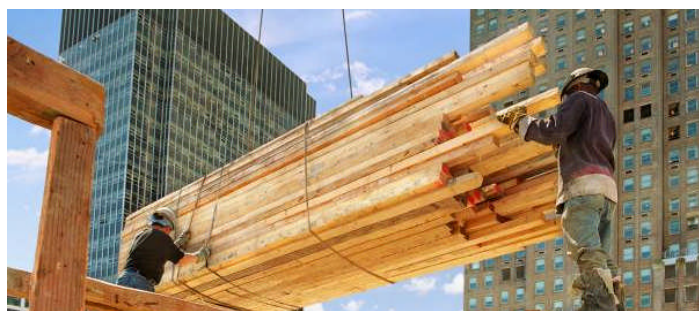


approfondir les connaissances et la compréhension de la CoST, tandis que 45 pourcent était consacré à l'assistance financière (AF) pour couvrir les charges d'exploitation quotidiennes.

Les dépenses variaient considérablement en fonction des pays (figure 1). Les dépenses consacrées à l'AT sont indiquées en gris et celles consacrées à l'AF en rouge. Les pays disposaient de différentes périodes d'application mais le Vietnam, par exemple, a débuté ses activités assez tardivement, tout comme l'Éthiopie ; et la Zambie et le Royaume-Uni étaient tous deux actifs à peu près au même moment. Ainsi, la variation n'est pas nécessairement une question de temps.

Dépenses au niveau national

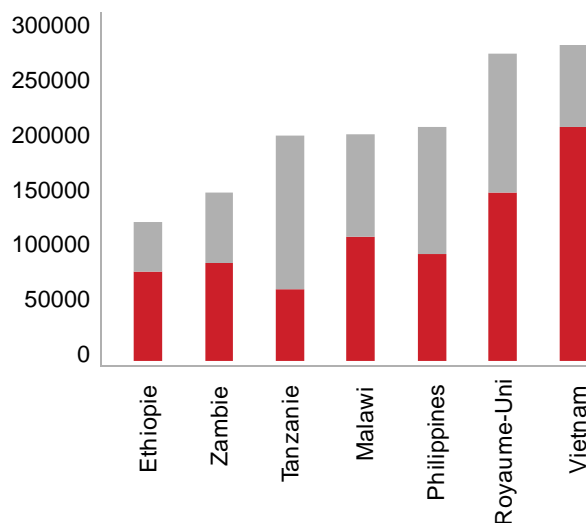
Dans chaque pays, le groupe multilatéral (MSG) qui gouvernait le projet pilote était invité à soumettre un budget au SI exposant les subventions nécessaires à l'établissement et à la direction de la CoST pendant la phase pilote. Les budgets reflétaient les dépenses liées au modèle particulier et à l'application de la CoST dans le pays spécifique ainsi que les prix du marché applicables. Les modifications de budgets étaient autorisées, avec l'approbation du SI, à mesure que le projet pilote progressait et que la conception de la CoST était mise au point.



Chaque MSG qui signalait ses dépenses réelles recevait une avance avant de toucher le reste de la somme. Tous les MSG choisissaient leurs propres fournisseurs mais devaient obtenir trois devis comparatifs avant de s'engager dans tout achat d'équipement ou de services techniques d'une valeur unitaire supérieure à 100 £. Le SI étudiait les achats importants et donnait des conseils.

En moyenne, 210 311 £ ont été dépensées dans chaque pays participant au projet pilote. Environ 55 pourcent du budget de la CoST d'un pays était consacré à l'achat de services professionnels destinés à l'assistance technique et au renforcement des capacités (AT), pour appliquer ou

Figure 2 : dépenses par pays participant au projet pilote



Dépenses consacrées à l'assistance technique

Les dépenses consacrées à l'AT sont représentées en gris sur la figure 2. Dans chaque pays, le budget consacré à l'AT était dominé par les dépenses destinées à l'étude préliminaire (voir le Bulletin d'information n° 5) et au travail de l'équipe d'assurance. Ceux-ci constituaient des éléments essentiels de la CoST qui ne pouvaient être livrés ni par le MSG ni par le coordinateur du MSG qui gérait les activités quotidiennes du groupe, mais faisaient plutôt l'objet d'un appel d'offres. Les dépenses consacrées à ces deux éléments étaient variables (tableau 2), reflétant les différents travaux à effectuer et les conditions du marché local. À l'exception des valeurs les moins chères et les plus chères dans chaque cas, le coût moyen de la production de l'étude préliminaire était de 18 919 £ et celui du contrat d'assurance (frais d'équipe plus dépenses) de 48 958 £.

Tableau 2 : principaux postes budgétaires de l'AT au niveau national

	Équipe d'assurance	Étude préliminaire	Proportion du budget national de l'AT de la CoST consacré à ces deux éléments
Éthiopie	35 551 £	9 647 £	55 %
Zambie	58 832 £	10 667 £	78 %
Tanzanie	30 834 £	16 520 £	72 %
Malawi	32 247 £	57 990 £	79 %
Philippines	21 725 £	16 388 £	39 %
Royaume-Uni	87 329 £	24 878 £	73 %
Vietnam	109 800 £	26 145 £	64 %

Dépenses consacrées à l'assistance financière

Les dépenses consacrées à l'AF sont représentées en rouge sur la figure 2. Tous les pays, à l'exception du Royaume-Uni, ont bénéficié de la ligne budgétaire de l'AF pour établir une installation destinée à la CoST au sein de l'organisme d'accueil. Les budgets d'installation allaient de 2 600 £ à 14 000 £ ; alors que certains des MSG avaient besoin de fonds pour entièrement meubler un bureau, d'autres nécessitaient des équipements informatiques et de communication supplémentaires. Les charges d'exploitation (par ex., location, commodités, fournitures de bureau, communication) allaient de 11 700 £ à 36 900 £, en fonction de la contribution prévue par l'organisme d'accueil. La subvention de l'AF à chaque pays couvrait également le salaire du coordinateur à plein temps du MSG et le soutien comptable et/ou administratif à temps partiel.

Des coûts récurrents importants entrant dans la catégorie de l'AF étaient liés à des réunions régulières du MSG, essentielles à la direction et à la gouvernance de la CoST (tableau 3).

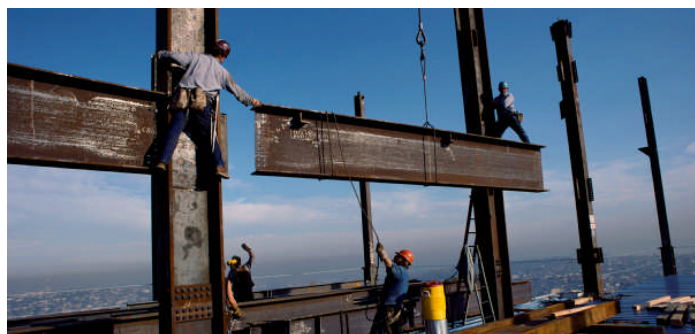


Tableau 3 : frais des réunions du MSG

Pays	Frais moyens par réunion du MSG	Proportion des frais de réunion moyens consacrés à la location de la salle et aux rafraîchissements	Proportion des frais de réunion moyens consacrés aux indemnités de déplacement des participants aux réunions
Éthiopie	99 £	54 %	46 %
Zambie	442 £	33 %	77 %
Tanzanie	225 £	30 %	70 %
Malawi	453 £	6 %	94 %
Philippines	21 £	100 %	0 %
Royaume-Uni	698 £	72 %	28 %
Vietnam	726 £	0 %	100 %

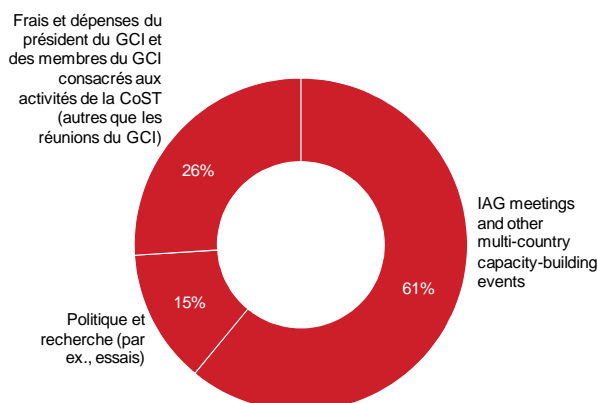
Dépenses au niveau international

Les lignes budgétaires de la CoST (2), (3) et (4) étaient directement allouées par le SI au nom du projet et n'étaient pas spécifiques au pays. Parmi celles-ci, la ligne la plus appropriée à un futur programme de la CoST est celle du soutien international (ligne 2).

Soutien international

Ces dépenses couvraient les frais liés aux activités qui profitent à plus d'un pays de la CoST et encouragent le partage de connaissances (figure 3).

Figure 3 : dépenses consacrées au soutien international



L'élément le plus important du soutien international était les réunions du GCI et les événements de renforcement des capacités multinationaux (tels que la formation des

coordinateurs des MSG ou la réunion des champions d'Afrique). Les frais moyens d'une réunion du GCI, rassemblant au moins 18 personnes² originaires de dix pays pendant environ trois jours, représentaient près de 32 000 £. Six réunions de ce type ont été organisées pendant la phase pilote jusqu'au 31 décembre 2010. Les autres événements de renforcement des capacités entrant dans cette catégorie étaient plus petits et moins coûteux ; par exemple, la visite d'étude du MSG vietnamien aux Philippines (10 400 £) ou l'atelier de renforcement des capacités du MSG en Tanzanie (6 000 £).

Le président était le seul membre du GCI qui était régulièrement rémunéré pour son travail au nom du GCI. Ces honoraires étaient étendus à d'autres membres du GCI lorsque, à l'occasion, ils soutenaient ou assuraient les fonctions du président, notamment en ce qui concerne le travail de proximité. La participation du président représentait en moyenne 4,4 jours par mois.

Environ 62 000 £ du budget consacré au soutien international ont été utilisées pour déléguer des orientations et des recherches politiques. Cette somme a permis de rémunérer les consultants spécialisés chargés de mener les deux essais nécessaires pour tester la conception de la CoST au Royaume-Uni et en Tanzanie, de financer la préparation d'une étude de cas aux Philippines retraçant le développement de la société civile locale influente pour permettre à d'autres pays de tirer des enseignements, et un soutien rédactionnel pour la production du propre rapport du GCI sur la CoST. Ce travail complétait le travail d'orientation politique entrepris par le SI lui-même (voir ci-dessous).

Secrétariat international

Le contrat d'exploitation du SI a fait l'objet d'un appel d'offres par le DFID et a débuté en avril 2008. Le montant réclamé par le SI au titre des frais et dépenses jusqu'au 31 décembre 2010 était de 1 261 786 £, soit en moyenne environ 38 000 £ par mois. 87 % de cette somme a été consacré au temps de travail du personnel du SI et 22 % aux dépenses d'exploitation.

L'équipe du secrétariat est constituée d'un personnel technique et de direction qui participe à temps partiel mais régulièrement. Les fonctions de gestion, notamment la coordination de l'équipe du SI,

les réponses aux demandes de renseignements des pays participant au projet pilote et d'autres parties prenantes,

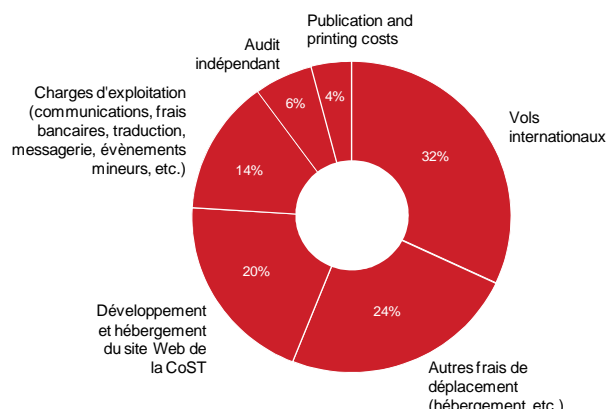
² Les dépenses liées à la participation au GCI de deux ou trois personnes de chaque pays participant au projet pilote et des quatre experts nommés au GCI sont prises en charge. Environ cinq membres du SI et les donateurs participent également mais assument leurs propres frais de déplacement et d'hébergement.

l'administration des fonds de la CoST et la liaison avec les donateurs et les partisans, représentaient 54 pourcent de tous les jours facturés au DFID. Le reste du temps du SI était consacré à la fourniture d'une assistance technique directement aux pays, à l'élaboration de politiques et de directives techniques ou à l'étude des résultats techniques de la CoST de chaque pays.

Les dépenses d'exploitation du SI ont atteint 162 684 £ sur une période de 33 mois. Les frais de déplacement vers les pays participant au projet pilote ou, moins souvent, les dépenses liées à des réunions ou des événements, représentaient 56 pourcent du budget global des dépenses du SI. Étant donné l'envergure internationale du programme et la nécessité de bénéficier d'un soutien rapproché, cela n'est peut-être pas surprenant.

Les autres dépenses notables entrant dans la catégorie du SI sont les frais liés au site Web de la CoST. La plupart de ces frais d'une valeur de 22 080 £ ont été consacrés au développement ; les frais d'hébergement permanents du site s'élèvent à 50 £ par mois.

Figure 4 : dépenses du secrétariat international



Se projeter dans l'avenir

Les données susmentionnées indiquent le coût potentiel lié au maintien de la CoST au niveau mondial et national. Par exemple, un pays souhaitant mettre en œuvre la CoST nécessiterait probablement environ 48 000 £ pour la fonction d'assurance (sur une période d'environ un an, quoique cela dépende du nombre de projets devant être examinés), bien que pour garder le GCI

opérationnel à un niveau similaire à celui-ci pour le projet pilote, un budget annuel d'environ 127 000 £ serait nécessaire.

Cependant, une attention particulière doit être accordée à l'estimation des futures dépenses pour les raisons suivantes :

1. La conception de la CoST n'a pas été testée avant le début du projet. Le temps important consacré par le SI et les consultants indépendants était nécessaire pour transformer le concept en un modèle applicable et pour le mettre à l'essai. À cet égard, le SI a produit nombre de bulletins d'information et de documents d'orientation politique qu'elle n'aurait plus à produire.
2. Le concept de la CoST devait constituer une proposition attractive à la fois au niveau international et national. Cette démarche s'est révélée difficile en l'absence de résultats démontrant ses avantages et exigeait que le SI et le GCI passent beaucoup de temps à aborder les décisionnaires et les parties prenantes. Une fois que l'initiative aura relativement progressé, cependant (et une fois que l'on disposera des résultats de la phase pilote), moins d'efforts seront nécessaires pour populariser le concept et ses avantages.
3. Au fil du temps, la croissance des possibilités de soutien régional et d'apprentissage en équipe signifiait que des économies pouvaient être réalisées au niveau des budgets consacrés à l'AT nationale et au soutien international. La visite d'étude régionale du Vietnam aux Philippines, par exemple, ne représente qu'un tiers des dépenses allouées à une réunion du GCI et a permis d'acquérir des connaissances sur une large gamme d'applications de la CoST.
4. Les pays qui ont rejoint le projet pilote assez tardivement pourraient progresser plus rapidement que ceux qui l'ont rejoint à ses débuts, en tirant profit des enseignements ainsi que de l'amélioration de l'infrastructure de soutien. À l'avenir, les pays rejoignant la CoST bénéficieront des résultats de la phase pilote et devraient progresser assez rapidement. Cependant, ils ne doivent pas nécessairement s'attendre à dépenser moins d'argent : l'expérience démontre que des pays, tels que le Vietnam, qui ont rejoint la CoST tardivement ont dépassé leurs budgets et dépensé plus que certains pays, comme la Zambie, qui avaient rejoint le projet plus tôt.

Pour obtenir plus d'information et nous contacter :Site Web : <http://www.constructiontransparency.org>E-mail : Costsecretariat@uk.pwc.com

Téléphone : +44 (0) 20 7804 8000